

RSE: Les entreprises gagnent en maturité

■ Mais peuvent mieux faire

■ Les PME, toujours en retard dans le domaine

■ Les difficultés financières et le manque d'accompagnement les freinent

EN matière de RSE, les entreprises marocaines font quelques progrès, mais restent encore à la traîne. En effet, selon le classement effectué par l'institut Respeco (centre de ressources et de recherches du Forum mondial pour une économie responsable), en septembre 2017, le Royaume occupe la 4e place en Afrique, et la 54e à l'échelle mondiale. Pourtant, la responsabilité sociale des entreprises ne devrait plus être juste un avantage commercial et concurrentiel. «C'est une composante incontournable de la stratégie des entreprises», insiste Tarik El Malki, directeur du développement et de la recherche scientifique à l'Iscae et président de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises du Maroc (Orsem).

Aujourd'hui, les entreprises, de plus en plus soucieuses de leur image et de leur réputation, commencent à entreprendre des efforts pour changer leur comportement environnemental et sociétal. «Les dirigeants prennent conscience qu'à défaut de parler de RSE, ne pas la considérer dans la stratégie peut induire des risques extra-financiers», précise Tarik El Malki.

Classement mondial		
Pays	Rang 2017	Note 2017
Suède	1	882
Finlande	2	869
Norvège	3	862
Danemark	4	860
Islande	5	833
Japon	52	707
Tonga	53	706
Maroc	54	703
Ghana	55	703
Malawi	56	701

Classement Afrique		
Pays	Rang 2017	Note 2017
Burkina Faso	1	728
Sénégal	2	719
Gabon	3	707
Maroc	4	703
Ghana	5	703

Source: Institut Respeco

Les pays scandinaves dominent les premières places du classement de l'institut Respeco. Bien qu'il soit classé à la 54e place, le Maroc arrive à tirer son épingle du jeu. Il occupe la 4e place en Afrique, après le Burkina Faso, le Sénégal et le Gabon. Mieux encore, il est champion de la région Maghreb, devançant la Tunisie à la 59e place et l'Algérie à la 124e

«Nous constatons des progrès dans le domaine, émanant de nos collaborateurs, fournisseurs et clients», souligne, pour sa part, Malika Youssoufine, directrice RH, RSE et communication du groupe LafargeHolcim.

Afin de démontrer l'intérêt de la com-

posante RSE en entreprise, le groupe Iscae a organisé récemment la 5e édition de sa conférence internationale sur

s'accorde à dire l'assemblée. Des retombées négatives sont à craindre, telles que la difficulté à soumissionner à des marchés internationaux, la détérioration de l'image de marque... Pour les PME, la donne est quelque peu différente. En effet, «une petite structure ayant des difficultés financières, ou qui est en phase de survie, aura certainement du retard dans la mise en place de sa politique RSE», indique Youssef Guerraoui Filali, président du Centre marocain de la gouvernance et du management. Celles en bonne santé financière peuvent mettre en place une stratégie en bonne et due forme. Ce qui représentera pour elles un levier de croissance. Pour Selma Haj Khelifa, enseignante-chercheuse au groupe Iscae et lauréate du dernier Prix de L'Economiste dans la catégorie Doctorat les grandes sociétés préfèrent rompre le contrat qui les lie à leurs parties prenantes, si elles observent une non-conformité de leur démarche RSE. «Certains grands donneurs d'ordre choisissent d'accompagner et d'inciter les PME dans cette

Des travaux de recherches primés

LE colloque de l'Iscae a également été l'occasion de primer les lauréats de la première édition du concours de la Finance responsable pour les pays émergents francophones. Une initiative mise en place par le réseau PRI Québec (Principles for Responsible Investment), le Forum pour l'investissement responsable et l'Alliance internationale de centres de recherches interdisciplinaires (AICRI). Un prix a ainsi été remis à la meilleure thèse de doctorat et au meilleur article. □

la responsabilité sociétale des organisations (RSO) à Casablanca. Sous le thème «Les innovations pro-sociales: de la finance responsable à l'entrepreneuriat social», le colloque a été l'occasion de mobiliser un panel de chercheurs nationaux et internationaux, des praticiens, des doctorants ainsi que des entreprises expertes en la matière. Des représentants de l'OCF, BMCE Bank, LafargeHolcim et Filaction Québec sont venus présenter les actions qu'ils mènent dans le domaine, mais aussi les avantages qui en découlent. Aujourd'hui, une entreprise sans volet RSE ne peut être compétitive,

lignée. C'est justement ce dont nous avons besoin», insiste-t-elle. A l'heure actuelle, 92 entreprises sont labellisées RSE par la CGEM. 15 d'entre elles ont reçu le titre en mai dernier. A peine le tiers de ces sociétés sont des PME. Ce qui reste très peu au regard de la structure du tissu économique, dominé par les TPME. Pour passer de la charte à l'application, l'accompagnement, la formation et les mécanismes de financement devraient être revus. □

T.E.G.



«La RSE n'est plus un luxe, mais une nécessité»

■ La finance responsable entre dans les mœurs

■ Investisseurs institutionnels, actionnaires, agences de notation... plus engagés

■ Du côté des écoles, les formations sont encore rudimentaires

- L'Economiste: Pourquoi avoir choisi la «Finance responsable et entrepreneuriat social» comme thématique cette année ?

- Tarik El Malki: En 2006, sous l'impulsion de Kofi Annan, les Nations Unies ont mis en avant les principes pour l'investissement responsable, exhortant les financiers (fonds de placement, fonds mutuels, etc.) à intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), dans la sélection des entreprises dans lesquelles ils investissent. Les prêteurs ont ensuite mis en avant, petit à petit, les «Principes Équateur», principes qui balisent le comportement des emprunteurs et qui, en cas d'irrégularités, telles que la corruption pour l'obtention de marchés... peuvent se voir retirer le prêt. Cet engouement pour une finance plus responsable, plus respectueuse des enjeux ESG a progressivement gagné les marchés financiers pour émerger en tant que finance «mainstream».



«La RSE peut être déployée au sein de l'entreprise, à travers plusieurs outils tels que le référentiel des normes ISO (9000, 14000, 26000), le reporting (rapports RSE...)», explique Tarik El Malki, directeur du développement et de la recherche scientifique et président de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises du Maroc (Orsem) (Ph. L'Economiste)

Plusieurs changements ont alors vu le jour, comme l'implication croissante des investisseurs institutionnels dans les résolutions déposées pour dialogue ou pour vote dans les assemblées annuelles des actionnaires. Désormais, adhérer aux Principes pour l'investissement responsable (PRI) signifie un engagement actionnarial sur les enjeux ESG. Peu présents dans ce mécanisme de régulation des entreprises, les investisseurs institutionnels signataires des PRI deviennent plus actifs sous la pression de leurs bénéficiaires ou des autres parties prenantes.

La croissance rapide de ce marché, combinée à une couverture médiatique plus grande, soulève la question des enjeux réels de cette vague RSE ou RSO. Cette mutation du marché financier, qu'elle soit considérée comme un élément catalysant, découlant ou concomitant aux changements du comportement des consommateurs, de la stratégie des entreprises, de la gestion des ressources humaines, etc., soulève la délicate question de la formation des futurs gestionnaires et des entrepreneurs.

- Les business schools ont-elles suffisamment intégré cette dimension ?

- Bon nombre d'écoles de gestion et de facultés en sciences économiques ont introduit des cours de «Responsabilité sociale des entreprises», «d'Éthique des affaires»... Toutefois, plusieurs chercheurs et praticiens considèrent que

les programmes de formation ont peu évolué. Quels sont les modèles de formation appropriés? Comment intégrer les enjeux de développement durable dans les cursus académiques tout en favorisant un rapprochement entre les institutions de formation et les entreprises? D'autres modèles d'affaires, dont l'entrepreneuriat social, doivent-ils être enseignés, mis en avant? Cette cinquième édition, à l'instar des précédentes, vise le partage de recherches de qualité portant sur la responsabilité sociale des entreprises. Nous avons mis le focus sur plusieurs thématiques, comme la finance responsable, la finance alternative: le microcrédit, le crédit communautaire, le crowdfunding pour financer des projets à impact social ou environnemental, la finance islamique, ou encore la formation socialement responsable, l'entrepreneuriat et l'innovation sociale pour un développement pro-social.

- Aujourd'hui, le volet RSE est présent dans les grands groupes. Mais s'agit-il d'un réel engagement ?

- L'engagement des entreprises est inégal. Il dépend de plusieurs critères liés à la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, la situation financière, la culture organisationnelle et les priorités d'actions qu'elle définit. Cependant, aujourd'hui, la plupart des entreprises ont compris que la RSE n'est plus un luxe, mais une nécessité qui s'imposait à tous dans un contexte fortement mondialisé et concurrentiel. Elle devient un formidable outil et instrument du changement stratégique à l'intérieur de l'entreprise, et fait de plus en plus partie de son ADN dans la mesure où elle devient un outil de gestion de la relation avec les parties prenantes qui ont des attentes différentes, et parfois contradictoires. □

Propos recueillis par
Tilila EL GHOUARI

Comment lire la campagne de boycott ?

«LES divers scandales tant environnementaux que sociaux ont marqué les dernières décennies, plaçant ainsi les entreprises sous les projecteurs de la surveillance d'ONG et de la société civile. La démocratisation des réseaux sociaux a permis à ces nouveaux «régulateurs spontanés» de se structurer et de se mobiliser. Cette volonté de réguler les activités des entreprises a pris diverses formes: dénonciation, atteinte à la réputation, etc. Le boycott qui cible un certain nombre d'entreprises emblématiques est éditif à plus d'un titre. Face à cette problématique, la RSE contribue fortement à l'amélioration de la réputation, de l'image de marque de l'entreprise. En améliorant la perception des salariés, et donc leur motivation et satisfaction au travail, la perception des consommateurs et des investisseurs est également impactée. Au final, la RSE est un formidable instrument de progrès permanent pour une entreprise qui souhaite être durable et pérenne sur son marché». □

- Cela a-t-il véritablement changé la donne ?

- Craignant les impacts de boycott ou ceux d'une détérioration de l'image et de la réputation de l'entreprise, les dirigeants prennent conscience qu'à défaut de parler de RSE, ne pas la considérer dans la stratégie peut induire des risques extra-financiers. Ces derniers peuvent se traduire par des pertes de revenus ou des coûts de financement accrus. Plus

- Les agences de notation sont également entrées en scène...

- En effet, toute une industrie entourant la gestion de l'investissement responsable s'est structurée: agences de notation sociale et environnementale des entreprises, les certifications et divers labels environnementaux ou sociaux, ou les agences permettant d'orienter le vote des investisseurs institutionnels dans les AG des action-